

Grande-Bretagne : Le SWP scissionne avec Respect

vendredi 11 janvier 2008, par [THORNETT Alan](#) (Date de rédaction antérieure : 5 novembre 2007).

Sommaire

- [L'autonomie de Respect en jeu](#)
- [Un tournant du SWP ?](#)
- [Une divergence fondamentale](#)

Tel que nous l'avions connu au cours des quatre dernières années — en tant qu'alliance entre, principalement, George Galloway et le Socialist Workers Party [1] — Respect [2] n'existe plus. Après la décision du Comité central du SWP du mercredi 31 octobre, stipulant que la Conférence nationale de Respect se déroulera comme prévu et sans changement, autrement dit sur des bases absolument pas démocratiques, vingt et un membres de la partie non SWP du Conseil national de Respect ont publié un appel à une Conférence alternative en vue de rénover Respect. Le travail avance déjà en vue de le construire sur des bases les plus larges possible.

C'est une situation remarquable. La direction du SWP a réussi à s'aliéner pratiquement tous les membres actifs du Conseil national ne faisant pas partie du SWP. Parmi ces derniers : Linda Smith (présidente nationale), Salma Yaqoob (vice-présidente nationale), Victoria Brittain (écrivaine et dramaturge), George Galloway (membre du Parlement de Respect), Jerry Hicks (dirigeant ouvrier et encore membre du SWP lorsque la crise a commencé), Ken Loach (cinéaste), Abjol Miah (dirigeant de Respect dans le Conseil municipal de Tower Hamlets), Yvonne Ridley (journaliste) et Nick Wrack (premier président national de Respect et encore membre du SWP lorsque le débat a commencé).

Aucune autre organisation, ni aucun militant indépendant nationalement connu, ne soutiennent les positions SWP.

L'autonomie de Respect en jeu

La crise a commencé par la réaction brutale du SWP à la lettre que George Galloway a envoyé au Conseil national fin août 2007. Galloway y décrivait quelques faiblesses bien connues concernant le développement de Respect, que certains d'entre nous ont mentionnées depuis longtemps et formulait quelques propositions modestes pour plus de pluralisme dans Respect. Même si elle n'allait pas au fond des choses, la lettre méritait d'être soutenue. Les divergences pouvaient être résolues à condition que le SWP relâche le contrôle tatillon qu'il exerçait sur Respect et accepte un peu plus de diversité, en particulier au niveau du fonctionnement des organes de direction et du bureau national.

Cette lettre aurait pu enfin ouvrir une discussion fructueuse, trop longtemps reportée, sur le développement de Respect en tant qu'organisation plus inclusive et ayant une présence nationale plus forte. Si le SWP avait été prêt à débattre de manière politique et de réaliser quelques compromis — même symboliques — pour montrer qu'il était capable de prendre en considération le

point de vue des autres et que Respect n'était pas à ses yeux une simple filiale entièrement dominée par lui, les résultats du débat auraient pu être positifs.

Mais les responsables du SWP ont adopté une orientation opposée, confirmant qu'ils n'ont nullement l'intention de permettre un débat. Ils ont interprété la lettre comme une attaque frontale contre le SWP, avec toutes ses implications, et ont lancé une campagne nationale de diffamation contre George Galloway, le traitant, ainsi que Salma Yaqoob, de manière scandaleuse, entre autres de « *communaliste* » et caractérisant sa lettre comme une attaque de l'aile droite contre la gauche dans Respect.

Le George Galloway qu'ils diffamaient n'était autre que le George Galloway que le SWP avait constamment protégé contre toute critique venant de notre part ou d'autres, depuis la fondation de Respect. Ils l'accusaient maintenant d'irresponsabilité, alors qu'à l'heure de sa participation au reality show Big Brother, qui lui a valu une vague de critiques, ils ont tout fait pour empêcher une quelconque critique de sa décision unilatérale d'y participer en tant que représentant de Respect.

Lors de la session du Conseil national du 22 septembre le conflit s'est concentré sur la proposition formulée dans la lettre d'un nouveau poste d'organisateur national, à côté de celui de secrétaire national. Les délégués du SWP — reflétant leur discussion interne paranoïaque à propos de George Galloway — étaient prêts à quitter Respect dans des conditions qui auraient provoqué son effondrement à la veille des élections nationales, alors attendues [3].

La réunion fut suspendue jusqu'au 29 septembre. Alors, un accord fut finalement trouvé pour que ce nouveau poste jouisse d'un statut équivalent à celui de secrétaire général. Et un consensus fut trouvé pour que Nick Wrack, ancien président national de Respect et membre du SWP, prenne cette charge de manière temporaire, si cela lui était possible. Mais lorsque ce dernier accepta de le faire, le Comité central du SWP exigea qu'il retire sa candidature. Et devant son refus, N. Wrack a été exclu du SWP. En même temps deux permanents du bureau parlementaire de George Galloway, également membres du SWP, ont été chargés par le Comité central du SWP de démissionner de leurs postes. Et lorsqu'il refusèrent de le faire, ils ont également été exclus de leur parti.

Le lundi 15 octobre, la réunion du Comité exécutif de Respect, où le SWP jouissait de la majorité, s'est opposé à ce que Nick Wrack prenne le poste d'organisateur national et a annulé les décisions du Conseil national dans ce domaine.

Derrière cette question d'organisateur national l'enjeu était de savoir si Respect devait être construit en tant qu'organisation pluraliste, dans laquelle aucune composante ne dominait, ou bien s'il devait s'agir d'une structure contrôlée à tous les niveaux par le SWP.

La nuit suivante s'est tenue une réunion de la Commission de préparation de la conférence nationale, au cours de laquelle Linda Smith, présidente de Respect, a soulevé la question du caractère statutaire de cette instance, jamais approuvée par le Conseil national. Elle a également voulu connaître les demandes d'adhésion et la comptabilité des cotisations des membres étudiants de Respect. Elle n'a pu les obtenir pas plus qu'elle n'est parvenue à ce que le statut de la commission soit clarifié.

A partir de ce moment le SWP a présenté le conflit au sein de Respect comme une lutte entre la droite et la gauche. Lui-même se présentant comme le défenseur du camp socialiste au sein de Respect. Il s'agissait pourtant du même SWP qui avait toujours combattu pour que le profil socialiste de Respect n'apparaisse pas. Toutes ses publications éditées sous le contrôle du SWP apparaissaient sans mentionner le socialisme en couverture...

Un tournant du SWP ?

Lorsqu'en 2000 le SWP a rejoint l'Alliance socialiste, je fus parmi les premiers à dire, que le tournant qu'ils avaient fait pour travailler avec d'autres forces de la gauche après des années d'isolationnisme, était un grand pas en avant pour toute la gauche. Maintenant, après quatre ans d'Alliance socialiste et trois ans et demi de Respect, cette ouverture semble arriver à son terme. Et il n'est pas possible de voir dans le SWP, sa direction actuelle et ses méthodes, une organisation jouant un rôle positif dans la construction d'un large parti pluraliste dans un futur prévisible.

De fait, alors que la bataille pour Respect se poursuivait, la direction du SWP a commencé à théoriser un changement de sa stratégie. Le premier bulletin préparatif du Congrès du SWP (qui doit avoir lieu en janvier) contient un texte du Comité central écrit durant cette discussion. On peut y lire que la période de montée des luttes, commencée dans la seconde moitié des années 1990, poursuivie par la manifestation altermondialiste en décembre 1999 à Seattle et au cours des premières années du siècle actuel, qui a vu la naissance de la majorité des partis de la gauche radicale, arrive à sa fin. Des courants de droite se seraient développés au sein de ces partis — dont le courant d'opposition dans Respect. On n'est plus très loin de la conclusion que l'époque de tels partis larges est close et qu'il est temps « de construire LE parti ». Le SWP est-il encore attaché à la préservation du cadre qu'il a contribué à fonder ? Il est difficile de l'affirmer...

Une divergence fondamentale sur la démocratie

D'autres textes du Comité central publiés dans ce bulletin renforcent et développent le modèle stérile de construction de Respect que le SWP a défendu. Pour la première fois il est dit ouvertement que Respect est un front (unique) électoral et qu'il est parfaitement acceptable qu'il ne soit pas une priorité entre les élections, alors qu'il doit être relancé quand les élections arrivent. C'est justement le modèle que le SWP a imposé de manière insistante à Respect et qui l'a conduit à l'effondrement. Ce qui y était totalement erroné, c'est la relation entre le SWP et Respect. Le SWP était l'organisation dominante au sein de Respect, tout en ayant le profil public le plus accentué, sa propre presse et ses propres priorités, employant Respect comme son officine électorale.

Plus précisément cet effondrement est le fruit de la conception du centralisme démocratique au sein du SWP et de ce que cette conception implique pour le fonctionnement du SWP au sein d'une organisation plus large. Les militants du SWP se comportaient de ce fait comme une cohorte de fer obéissant à des règles extérieures dans les réunions et les conférences de Respect, ce qui ne pouvait que provoquer le rejet de tous les autres. Ils étaient instruits avant ces réunions et ces conférences de ce qu'ils devaient dire et comment ils devaient voter, indépendamment de l'évolution des débats. Et le plus souvent, ils devaient intervenir et voter sans avoir été partie prenante du processus de discussion au sein de Respect.

Les larges formations politiques de gauche ont besoin d'avoir une véritable vie politique autonome, permettant à des militants qui ne sont pas membres d'un courant politique organisé d'acquiescer la confiance que les décisions ne sont pas prises dans leur dos par des fractions disciplinées capables d'imposer leur point de vue. Ils doivent pouvoir penser que leur contribution politique influence les débats. Cela implique qu'aucun courant révolutionnaire ne peut se comporter comme une « phalange disciplinée ». A l'exception des cas de dégénérescence bureaucratique d'un large parti de gauche (comme au Brésil), nous n'agissons pas dans des partis larges en « entristes » de passage, n'ayant d'autre but que celui de combattre une direction bureaucratique. Cela signifie que dans la plupart des débats, c'est-à-dire le plus souvent, les membres de courants politiques structurés doivent avoir le droit d'exprimer leur propre point de vue, indépendamment du point de vue

majoritaire dans leur propre courant. Car si cela ne se fait pas, le véritable équilibre des opinions n'apparaît pas et la démocratie intérieure au sein de la formation large est niée. Évidemment ce n'est pas le cas lorsqu'il s'agit des questions décisives pour les intérêts de la classe ouvrière et des opprimés — par exemple lorsqu'il s'agit de l'envoi des troupes en Afghanistan. Mais dès qu'il y a divergence sur de telles questions, c'est l'appartenance même du courant révolutionnaire à un parti large qui est mise en question.

Les tendances révolutionnaires devraient éviter comme la peste toute tentative d'employer leur poids organisationnel pour imposer des décisions à tous les autres. Car c'est un mode opératoire désastreux qui réduit la démocratie à une formalité. Si une tendance révolutionnaire ne parvient pas à convaincre en faveur de ses opinions dans un débat démocratique, des compromis et des concessions s'imposent — à moins que cela ne conduise à remettre en cause les intérêts essentiels de la classe ouvrière et des opprimés. La démocratie est truquée si un courant révolutionnaire dit accepter le débat puis remplit la salle pour s'assurer la victoire.

Une telle méthode est à l'opposé de la manière d'agir du SWP au sein de Respect. Et c'est à l'opposé de la manière d'agir du SWP que doit fonctionner Respect remanié et remodelé qui doit émerger de cette crise. Au sein de Socialist Resistance nous avons préconisé une telle méthode depuis longtemps. Nous soutenons la manière d'agir que le Scottish Militant Labour a pratiquée au sein du Parti socialiste écossais (SSP) — préservant sa propre organisation sans jamais intervenir en tant que telle au sein du SSP. Par exemple sans jamais « mettre en scène » les réunions dans le dos des autres participants, de manière à garantir que tout le monde fait partie de la discussion à égalité et que les décisions ne sont pas prises à l'extérieur. Peut-être que ces camarades n'ont pas été suffisamment organisés à certaines étapes, mais l'approche générale dont ils ont été les pionniers est celle que nous devons poursuivre.

P.-S.

* Paru en français dans Inprecor n° 532-533, nov.-déc. 2007.

* Alan Thornett, dirigeant de l'International socialist group (ISG, section britannique de la IV^e Internationale), est membre du Conseil national de Respect et rédacteur de Socialist Resistance.

Notes

[1] Le Parti socialiste ouvrier (SWP) est la plus importante organisation de la gauche révolutionnaire en Grande-Bretagne. Il fait partie de la Tendance socialiste internationale, un regroupement issu de la IV^e Internationale en 1948, dont la particularité consistait à analyser l'URSS comme un « capitalisme d'État », une théorisation de son fondateur Tony Cliff.

[2] Respect — acronyme de respect, égalité, socialisme, paix, environnementalisme, communauté et trade-unionisme (syndicalisme) — a été fondé en tant que coalition politique socialiste et pluraliste, le 25 janvier 2004 à Londres. Il a réussi, malgré le mode électoral majoritaire à un tour, qui lamine les partis minoritaires, à imposer l'élection de George Galloway (qui a rompu avec le Parti travailliste sur l'engagement dans la guerre en Irak) au Parlement, puis est parvenu à faire élire plusieurs conseillers municipaux dans les quartiers pauvres et les banlieues des grandes villes. Plusieurs organisations d'extrême gauche faisaient partie de Respect, dont le SWP.

[3] Ayant remplacé Tony Blair et jouissant alors d'une popularité dans les sondages, le nouveau

premier ministre Gordon Brown avait envisagé de provoquer des élections pour profiter de sa popularité. Le rapide renversement des sondages a reporté ce projet.